

M. LEBERQUIER Olivier  
Délégué Syndical C.G.T Fralib  
[olivier.leberquier@unilever.com](mailto:olivier.leberquier@unilever.com)

Gémenos le 16/05/2012

M. AFFAGARD Gérard  
Délégué Syndical C.F.E/C.G.C Fralib  
[gerard.affagard@unilever.com](mailto:gerard.affagard@unilever.com)

M. CAZORLA Gérard  
Secrétaire C.G.T du Comité d'Entreprise Fralib  
[gerard.cazorla@unilever.com](mailto:gerard.cazorla@unilever.com)

500 Avenue du Pic de Bertagne  
ZA de la Plaine de Joucques  
13420 Gémenos

Monsieur Arnaud MONTEBOURG  
Ministre du Redressement productif  
139, rue de Bercy  
75572 Paris

Monsieur le Ministre,

Depuis le 28 septembre 2010, date de l'annonce par Unilever de la fermeture de notre entreprise Fralib, seule usine de conditionnement de thé et infusions du groupe en France, les salariés et leurs syndicats CGT et CGC luttent pour la sauvegarde de leur emploi et de leur outil de travail. Durant ces longs mois, toutes nos démarches auprès du gouvernement Sarkozy et de ses Ministres (Industrie, Agriculture, Travail) sont restées sans réponse. Pire, lors de la dernière procédure d'information-consultation du PSE, Xavier Bertrand a donné ordre à la DIRECCTE de ne faire aucune observation et de bloquer un courrier de plusieurs pages critiquant fortement un PSE bourré d'irrégularités, situation utilisée par le TGI de Marseille pour débouter le CE. Nous demandons que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Dans cette lutte, nous avons développé des propositions alternatives qui permettent de poursuivre l'activité industrielle de Fralib, propositions qui sont soutenues par les collectivités territoriales, de nombreuses personnalités du monde politique et associatif, nombre de députés et élus de la Nation. Ces propositions ont retenu toute l'attention de Monsieur François Hollande, Président de la République, qui a exprimé son entier soutien à notre combat à plusieurs reprises. Les salariés ont beaucoup apprécié ce soutien et les engagements pris pour faire avancer nos propositions. Nous venons de lui envoyer un courrier pour lui rappeler l'urgence d'apporter une solution à notre projet alternatif.

Ces dernières semaines, la direction de Fralib a démultiplié les pressions sur les salariés, utilisé les services d'une milice privée payée à prix d'or, armée et formée au combat, manigancé en sous-main

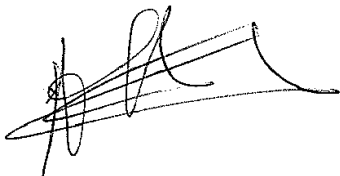
changement de propriétaire et fausse relance avec un entrepreneur aux antécédents plus que douteux. Le 10 mai, elle a été jusqu'à annoncée par courrier aux salariés l'imminence du déménagement des machines, alors qu'elle s'était engagée publiquement à les maintenir. Cette tentative de coup de force, avant la mise en place du nouveau gouvernement, nous a amenés à prendre la décision, le 11 mai, de protéger l'entreprise en la mettant sous surveillance afin de préserver l'outil de production et permettre ainsi de construire la mise en œuvre de notre projet alternatif.

L'écho et la dimension nationale de la mobilisation et des enjeux qu'elle porte, l'implication des élus de la Nation, et l'attitude de la direction, prête à créer un incident pour discréditer notre combat, nécessitent que les ministres de la République concernés se saisissent du dossier et organisent rapidement une table ronde regroupant notamment les ministères concernés, les syndicats des salariés, les collectivités territoriales, le groupe Unilever. Cette première table ronde doit être l'occasion d'engager un travail approfondi de mise en œuvre de notre solution alternative et d'imposer à Unilever qu'il assume ses responsabilités.

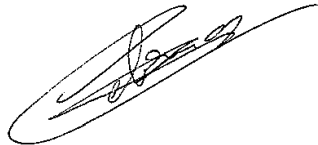
Persuadés que vous comprenez l'urgence de la situation et l'importance de notre lutte,

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, nos respectueuses salutations.

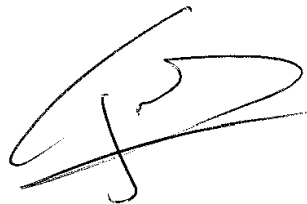
AFFAGARD Gérard  
Délégué Syndical C.G.C



LEBERQUIER Olivier  
Délégué Syndical C.G.T



CAZORLA Gérard  
Secrétaire C.G.T du CE



PS. Courrier envoyé à Mr Stéphane LE FOLL Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et Mr Michel SAPIN Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social.